

*Les subsides*

Comment pouvons-nous préserver l'avenir de l'humanité tout en veillant à la qualité de vie des générations présentes et futures? Je dois dire que la situation actuelle laisse beaucoup à désirer. Il y a quelques années, nous avons créé à Vienne un organisme des Nations Unies appelé l'Agence internationale de l'énergie atomique. Cet organisme a été mis sur pied dans un but précis. On voulait veiller à ce que les réacteurs nucléaires construits à des fins pacifiques ne soient pas utilisés à des fins militaires. À cet égard, je pense que l'Agence de l'énergie atomique à Vienne a accompli de l'assez bon travail. Elle a probablement rempli son mandat, mais uniquement dans l'optique très restreinte que j'ai mentionnée tout à l'heure.

La question est de savoir comment nous pouvons utiliser l'Agence actuelle pour assurer la protection de la santé en cas d'accidents, d'explosions et de fusions de cette nature à l'avenir? Le problème de l'heure, c'est qu'il n'existe aucune norme internationalement reconnue et acceptée en matière de sécurité nucléaire. Chaque pays établit ses propres normes et les respecte, espérons-le, mais n'y parvient pas toujours rigoureusement car autrement nous n'aurions pas eu à déplorer les accidents de Tchernobyl et de Three Mile Island, et l'histoire de l'industrie n'aurait pas été jalonnée d'autres accidents dont certains sont peut-être passés inaperçus.

Mais la question demeure toujours: Comment arrêter des normes de sécurité internationales qui seraient acceptées par tous les pays et qui deviendraient des critères fondamentaux régissant l'exploitation de l'industrie nucléaire partout dans le monde et non pas dans un seul pays? En deuxième lieu, qui serait chargé d'appliquer de telles normes? Nous avons bien l'Agence internationale de l'énergie atomique, à Vienne, mais elle n'a pas les pouvoirs nécessaires pour faire respecter pareille politique. Nous continuerons de vivre dans l'incertitude tant que nous n'aurons pas une telle agence chargée de l'application de normes qui auraient été universellement reconnues. Comme je le rappelais tout à l'heure, il existe actuellement, dans le monde, 26 pays qui possèdent ensemble 374 réacteurs nucléaires, et chacun d'entre eux exploite ses propres centrales indépendamment des autres selon des normes différentes, ce qui est peut-être bien en soi, mais qui pourrait être fort dangereux, surtout qu'il n'existe aucune mesure de coopération internationale pour assurer la sécurité des opérations de telles centrales.

S'il y a une leçon à tirer de la catastrophe de Tchernobyl, c'est que les pays qui exploitent des réacteurs nucléaires ont des comptes à rendre, non seulement à leurs citoyens, mais aussi aux pays avoisinants. Si ces pays s'acquittaient tous de leurs responsabilités sur ce chapitre, on ne serait pas en train de refouler les chargements de bestiaux et de produits alimentaires à la frontière est-ouest en Europe. Certains pays ne seraient pas en train, non plus, d'interdire les pâturages aux animaux jusqu'à une certaine date en mai pour empêcher la contamination nucléaire du lait et, par conséquent, de l'organisme humain. On n'aurait pas à prendre un certain nombre de mesures comme il a fallu le faire au cours des 10 derniers jours pour protéger la santé des citoyens des pays hors de l'Union soviétique à cause d'un accident qui s'est produit à l'intérieur de ses frontières. On peut voir les implications et les répercussions résultant de mesures prises dans un pays et qui se font sentir

dans les pays voisins et même au-delà des océans sans égard non plus aux frontières sur les autres continents.

Il me semble qu'une étude, limitée au Canada, sur l'avenir de l'énergie nucléaire ne servirait pas à grand-chose à ce stade-ci, étant donné le grand nombre de pays qui ont progressé dans cette voie, des pays comme la France, par exemple, qui se sont engagés à se doter de quelque 400 centrales nucléaires d'ici la fin du siècle pour répondre à leurs besoins d'énergie.

On a affaire en l'occurrence à une situation mondiale qui exige qu'on s'en occupe. Voilà pourquoi j'ai exhorté ces jours derniers le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) à prendre une initiative au nom du Canada aux Nations Unies pour voir si le Canada n'aurait pas un rôle de premier plan à jouer, étant donné la réputation dont jouit notre pays dans la communauté internationale, dans le but de réunir autour d'une table tous les pays intéressés. Il ne s'agirait pas uniquement, je le soutiens, des pays possédant des réacteurs nucléaires, 26 en tout, mais d'autres également, qui se mettraient à la tâche en vue d'établir les règlements et les normes d'application internationale auxquels je faisais allusion tout à l'heure. Le Canada pourrait jouer un rôle de premier plan à cet égard. Il a là une occasion de le faire. Il devrait saisir cette occasion au nom de tous ceux que l'accident de Tchernobyl préoccupe au plus haut point, comme on peut très bien le comprendre.

C'est l'une des réflexions que nous inspire la lecture de la motion du député de Skeena (M. Fulton) que je félicite d'avoir pris une aussi louable initiative.

Une autre réflexion qui vient à l'esprit, c'est que je préférerais des consultations publiques à une enquête publique, c'est-à-dire une tribune ouverte pendant disons les deux prochaines années sur les besoins énergétiques futurs du Canada, peut-être jusqu'à l'an 2020. Si vous préférez, nous pouvons limiter notre horizon à l'an 2010. Quoi qu'il en soit, le gouvernement du Canada, dans une mouvement inhabituellement éclairé, si l'on tient compte de son rendement actuel, s'ouvrirait au public d'une manière ou d'une autre pour demander: «Nous voulons savoir quels seront à votre avis nos besoins énergétiques d'ici telle ou telle année». Cette date correspondrait probablement à l'émergence d'une nouvelle génération, celle des jeunes aujourd'hui à l'école.

● (1530)

Nous aimerions savoir dans quelle mesure nous devrions dépendre du pétrole, du gaz ou de l'énergie nucléaire d'une part, et d'autre part des ressources renouvelables, de la biomasse et des autres sources d'énergie que je connais mal.

Nous devrions nous efforcer de porter l'attention de la nation sur une date cible et finalement, après des consultations auprès du public, de diverses industries et de tous les autres secteurs touchés par l'énergie, la question reviendrait à Ottawa et le gouvernement publierait un plan sur les besoins énergétiques du Canada, disons, en l'an 2010. Ce plan nous donnerait des précisions sur nos besoins—ce ne serait pas une mauvaise chose que nous le sachions, car nous ne semblons pas le savoir aujourd'hui—et sur la façon dont nous pourrions répartir ces besoins dans les quatre ou cinq catégories que j'ai énumérées.